

aider, nous allons créer nos propres banques dans le nord de l'Ontario.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je demande au député qui vient de parler de rester une minute pour que je puisse répliquer à certains commentaires que lui et son collègue ont faits. Puisque je les respecte tous les deux beaucoup et qu'ils s'intéressent de très près au sujet, je m'efforcerai de répondre aux graves questions qu'ils ont soulevées au cours des 10 ou 15 dernières minutes.

Tout d'abord, le nord de l'Ontario. Je parlerai de ce sujet en premier parce qu'en tant que ministre responsable de FEDNOR et des petites entreprises, je crois que l'une de mes plus grandes joies a été de voir les 60 millions de dollars que ce programme a permis d'injecter dans le nord de l'Ontario ces cinq dernières années pour créer des milliers d'emplois dans plus de 105 localités différentes.

• (1620)

La plus grande qualité du programme, c'est qu'il constitue un complément aux prêts accordés par les banques et au financement privé. Je suis surpris d'entendre le député en parler en termes aussi peu flatteurs. Ce programme incite habituellement les banques à s'embarquer dans des projets auxquels elles refuseraient autrement de participer.

Je crois que le député a raison lorsqu'il dit qu'il a toujours été difficile dans le nord de l'Ontario de convaincre les banques à charte d'accorder de l'attention aux petites entreprises et de leur avancer des fonds. En passant, c'est là un problème historique. C'est un problème que l'on connaît depuis 100 ans. Mais grâce à FEDNOR, les choses changent. Dans 400 dossiers différents, FEDNOR a convaincu les banques de prêter, ce qu'elles n'auraient pas fait sans ce programme.

Je demande au député de ne pas dire qu'il ne veut pas de FEDNOR parce que, sans lui, ces 400 dossiers n'auraient pas abouti et 105 collectivités différentes auraient perdu des avantages.

Une voix: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Hockin: Le député a dit, ce qui est beaucoup plus révélateur, que les banques refusent habituellement de prêter aux petites et moyennes entreprises. Je tiens à remercier son parti ainsi que le NPD qui nous ont aidés il y a deux semaines à adopter à la Chambre des communes le projet de loi concernant la Loi sur les prêts aux petites

Les crédits

entreprises. Jeudi, le projet de loi subira l'étape de la troisième lecture au Sénat et recevra la sanction royale. Le député veut que nous annoncions le programme avant qu'il soit mis en oeuvre.

Une voix: C'est ce que vous faites depuis neuf ans.

M. Hockin: Le député dit que c'est ce que nous faisons depuis neuf ans. Il veut que nous fassions de la publicité sur un programme, sur ses détails et ses règles, avant même qu'il ait été adopté par le Sénat. Nous ne le pouvons pas.

Je dois dire à mes collègues de Kenora—Rainy River et de Broadview—Greenwood que je comprends qu'ils aient hâte qu'on annonce ce programme. J'aimerais qu'ils me fassent part de leurs idées là-dessus.

Permettez-moi de dire ce que nous allons faire dès que le projet de loi sera adopté, jeudi prochain. Je pense que cela vous intéresse. Nous allons organiser une importante campagne publicitaire dans tout le Canada, avec le concours des banques et sans elles.

Ensuite, nous allons nous assurer au cours du prochain mois que tous les chargés de prêts dans toutes les succursales bancaires, y compris la Caisse de dépôt et les caisses populaires, suivront un cours sur le contenu et les conséquences de la nouvelle Loi sur les prêts aux petites entreprises. Ainsi, ils seront mis au courant.

Je suis d'accord avec le député de Kenora—Rainy River quand il dit que si l'on se renseignait aujourd'hui sur cette loi dans une banque de Kenora, on nous répondrait en fonction de l'ancienne loi, et non de la nouvelle.

Une voix: Elles n'en connaissent même pas l'existence.

M. Hockin: C'est probablement vrai aussi, parce que les banques n'aimaient pas l'ancienne loi. Cette loi ne leur donnait pas ce qu'elles voulaient. C'est un programme que les libéraux avaient créé entre 1980 et 1984 et que nous avons quelque peu modifié. Ensemble, les mesures du gouvernement libéral et celles que nous avons prises n'ont pas suffi à susciter plus de 400 millions de dollars de prêts l'an dernier.

Les représentants des banques nous disent maintenant qu'avec les modifications que nous avons apportées, et mon collègue est en faveur de ces modifications, nous allons faire des affaires pour plus d'un milliard de dollars l'an prochain seulement.

Comment pourrait-on arriver à ce résultat sans faire la promotion du programme, sans publicité ni formation? On connaît le contenu du programme. J'ai hâte d'enten-